

## La santé pour guider l'économie ? Oui mais... (Discussion avec Éloi Laurent)

Jean-Marie Harribey

21 novembre 2020

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/11/21/la-sante-pour-guider-l-economie-oui-mais-discussion-avec-eloi-laurent>

La recension que je propose du livre d'Éloi Laurent, *Et si la santé guidait le monde ? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance* (Les Liens qui libèrent, 2020) s'enchaîne avec la précédente « Lectures : où va le capitalisme ? » (<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/11/15/lectures-ou-va-le-capitalisme>) des livres de Cédric Durand et de Robert Boyer, où il est notamment question de l'inversion des priorités à accomplir pour se dégager des impasses du capitalisme.

Éloi Laurent est un chercheur de la nouvelle génération qui a fait ses premières armes au sein de l'OFCE, au côté de l'ancien président de cet institut, Jean-Paul Fitoussi. Il avait d'ailleurs signé avec celui-ci en 2008 *La Nouvelle écologie politique, Économie et développement humain* (Seuil). Depuis cette époque, Laurent a fait du chemin de façon autonome et a abandonné la vision de la soutenabilité faible du développement, résumée dans ce premier essai par une formulation conforme à la vision néoclassique de l'environnement : « On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. »<sup>1</sup>

En 2011, Laurent publiait seul *Social-écologie* dans lequel il écrivait exactement le contraire : « Si nous sommes privés des services que nous rendent gracieusement des écosystèmes dont la munificence s'épuise, toute notre intelligence ne suffira pas à leur substituer des artefacts pour satisfaire nos besoins élémentaires : respirer, boire, manger, contempler. »<sup>2</sup> Laurent a poursuivi en traçant son sillon vers une adhésion de plus en plus

---

<sup>1</sup> J.-P. Fitoussi et É. Laurent, *La Nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Seuil, 2008, p. 54. Pour une recension critique, J.-M. Harribey, « La croissance élitiste », *Le Sarkophage*, n° 9, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-ELITISTE.pdf>.

La différence entre la soutenabilité faible et forte est que la première parie sur la substituabilité du capital manufacturé aux ressources naturelles, nommées « capital naturel », au fur et à mesure de leur épuisement (hypothèse néoclassique adoptée par toutes les instances internationales), tandis que la seconde rejette cette hypothèse au profit de celle de la complémentarité des facteurs de production et de la notion de facteur limitant. Cette distinction fut l'objet de vifs débats au cours des décennies 1980 et 1990 (débats rapportés dans J.-M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, 1997. Une bonne partie du débat sur la soutenabilité est axée sur la « valeur » (cf. J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013). Laurent ne fait allusion à la valeur qu'une fois en une ligne sur « la dérive éthique des méthodes économiques d'estimation de la valeur » (p. 46), mais cette simple allusion augure mal de la compréhension de l'incommensurabilité de l'éthique et de l'économie. Ce qui suit à la page suivante ne dissipe pas le doute : « l'impérialisme de la valeur économique abîme nécessairement les valeurs » (p. 47). Toujours à ce propos, É. Laurent et J. Le Cacheux écrivaient dans *Un nouveau monde économique, Mesurer le bien-être et la soutenabilité*, Odile Jacob, 2015, p. 142 : « L'effondrement des populations d'abeilles a, déjà, dans certaines régions, des conséquences tangibles, d'un coût mesurable par celui des méthodes employées pour féconder les fleurs dans les verres, soit manuellement comme dans région chinoise du Shinuan, soit en louant les services de ruches apportées d'autres régions, comme dans les vergers d'agrumes et d'amandiers californiens. »

<sup>2</sup> É. Laurent, *Social-écologie*, Flammarion, 2011, p. 11. Pour une recension, J.-M. Harribey, « Pour éviter que la social-écologie se noie dans le calcul ou Les valeurs commandent nos choix, mais on ne mesure pas ces valeurs », 31 mai 2011, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/05/31/pour-eviter-que-la-social->

nette à la conception forte de la soutenabilité et pour associer définitivement le social et l'écologie, mais sans sortir du capitalisme<sup>3</sup>.

### Une nouvelle boussole

Dans l'ouvrage publié cet automne *Et si la santé guidait le monde ?*, Laurent expose un principe directeur pour s'engager dans une tout autre direction que l'actuelle. En un mot, changer de boussole.

L'intérêt d'un tel ouvrage est de ne pas en rester à l'énumération des dégâts considérables et pour la plupart irrémédiables causés aux écosystèmes, mais de s'aventurer pour explorer des voies nouvelles. Et celle de la santé est sans aucun doute fort bien choisie. Mais on peut se demander si l'éducation n'aurait pas mérité, elle aussi (ou à la place de la santé), d'être choisie comme boussole. D'ailleurs, l'auteur associera de temps en temps les deux secteurs, bien qu'il affirme que la santé soit le « nœud central de la boucle sociale-écologique » (p. 31).

L'ouvrage démarre en datant le début du XXI<sup>e</sup> siècle au 7 avril 2020, jour de la décision d'immobiliser l'économie mondiale pour endiguer la pandémie du coronavirus Covid-19 : « l'économie – la fois comme organisation sociale et comme système de pensée – était donc enfin remise à sa juste place, subordonnée, où elle doit désormais demeurer pour cesser de nuire à la santé humaine et à la vie sur Terre » (p. 10). Et il ne faut pas voir seulement une économie à l'arrêt car on nous a infligé « la plus douloureuse des punitions : la désocialisation » (p. 10).

L'idée directrice du livre est alors définie : « Si nous continuons de dégrader notre environnement, nous mutilerons notre santé et nous anéantirons notre économie. Si dilemme il y a, il est entre la préservation commune de ces trois dimensions [santé, économie et environnement] de l'existence humaine et leur altération simultanée. » (p. 11). On remarque tout d'abord que la conception de l'environnement de Laurent se situe du point de vue de l'humanité ; sans la qualifier pour l'instant de conception utilitariste ou instrumentale, elle met de côté l'idée que la préservation de la nature pourrait être envisagée au nom de l'existence du vivant, ce qui compliquerait le dilemme exprimé par l'auteur. C'est l'une des

---

ecologie-se-noie-dans-le-calcul-ou-les-valeurs-commandent-nos-choix-mais-on-ne-mesure-pas-ces-valeurs.

Dans cet ouvrage, bien qu'ayant abandonné la soutenabilité faible, l'auteur restait en partie prisonnier des catégories fondamentales de la théorie néoclassique, notamment la valeur-utilité, le capital naturel, la commensurabilité entre les valeurs éthiques et la valeur économique. On lit par exemple : « Mais, pour peu que l'on dépasse les approches les plus simplistes, la valorisation économique des ressources naturelles révèle un vaste champ éthique : une espèce animale ou végétale peut avoir une valeur d'usage, directe (alimentation, contemplation) ou indirecte (pollinisation ou régulation du climat), une valeur de non-usage (la "valeur d'existence"), une valeur d'option (la possibilité d'utiliser la ressource à l'avenir), une valeur de quasi-option (une valeur encore inconnue peut se révéler à l'avenir), ou encore une valeur de legs (le fait de transmettre la ressource à autrui). Correctement estimée, la "valeur économique" va donc bien au-delà de l'utilité immédiate : elle est le produit complexe de toutes ces valeurs. » (p. 51). Cette thèse reprenait mot pour mot la thèse énoncée depuis plusieurs décennies par les théoriciens néoclassiques de l'environnement.

<sup>3</sup> Dans *Sortir de la croissance : mode d'emploi*, Les Liens qui libèrent, 2019, Laurent estime que le capitalisme et la croissance économique ne sont pas nécessairement liés et il place sa réflexion dans le sillage de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi qui redéfinit les indicateurs de richesse et bien-être. Voir aussi du même auteur, « On peut sortir de la croissance sans sortir du capitalisme », 2019, <https://www.sciencespo.fr/ACTUALITES/ACTUALITES/ON-PEUT-SORTIR-DE-LA-CROISSANCE-SANS-SORTIR-DU-CAPITALISME/4514> ; « Sortir de la croissance, c'est revenir à la réalité », entretien avec R. Godin, *Mediapart*, 5 novembre 2019, <https://www.mediapart.fr/journal/economie/051119/elo-laurent-sortir-de-la-croissance-c-est-revenir-la-realite?onglet=full>.

Pour une critique du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, voir J.-M. Harribey, « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1<sup>er</sup> semestre 2010, p. 63-82, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

difficultés de la redéfinition du rapport de l'homme à la nature qui ne soit plus celui d'une domination destructrice<sup>4</sup>.

Toujours est-il que la question de l'« arbitrage » entre santé et économie revient à de très nombreuses reprises dans le livre de Laurent (notamment p. 11, 34, 35, 45, 76), mais pour refuser que le problème soit posé en ces termes. On serait en droit de conclure que, puisqu'il faut faire de la santé une priorité et la développer toujours davantage, alors, étant donné qu'il n'y a pas, selon l'auteur, de « dilemme santé-économie » (p. 35), l'économie devrait continuer à se développer également. Or, ce n'est pas du tout la conclusion de Laurent. Comment se tire-t-il de cette apparente contradiction ?

Il fait l'éloge des concepts d'espérance de vie et d'espérance de vie en bonne santé, qui fournissent une bien meilleure indication de la qualité de la vie et du bien-être que les indicateurs économiques. En effet, ces derniers se bornent à calculer le rapport entre coûts et bénéfices d'une décision. Au contraire, « il y a quelque chose de rassurant à pouvoir penser que, si nous sortons de la croissance, ce sera pour entrer dans l'espérance » (p. 27), parce que « l'espérance de vie est un déterminant important de la satisfaction dans la vie, qui dépend elle-même des liens sociaux » (p. 65).

### **La santé sans la production ?**

On aborde alors un autre thème important de ce livre. Laurent récuse radicalement le PIB, en tant qu'indicateur chargé de mesurer la richesse produite. Il fait siennes toutes les critiques traditionnelles du PIB, notamment « les deux impensés majeurs du PIB et de la croissance économique que sont les inégalités sociales et les crises écologiques » (p. 26). Soit<sup>5</sup>. Mais Laurent ne voit pas que la boussole de notre économie n'est pas et n'a jamais été le taux de croissance économique mesuré par le PIB ; l'indicateur clé du système économique capitaliste dominant dans le monde est le taux de profit. Laurent ne considère pas cette distinction, parce que jamais il ne situe notre économie comme une économie capitaliste, et le mot « capitalisme » n'apparaît d'ailleurs pas une seule fois dans son livre<sup>6</sup>. Un chercheur a parfaitement le droit d'occulter la responsabilité systémique du capitalisme, mais la crise globale de celui-ci, dans toutes ses dimensions, sociale, économique, écologique, peut-elle alors être saisie, surtout si l'on ambitionne d'associer le social et l'écologie (je reviendrai sur ce point un peu plus loin) pour renverser le cours des choses ?

L'obnubilisation sur le PIB, à l'instar de tous les « reconSTRUCTEURS » d'indicateurs de richesse, pourrait d'ailleurs aboutir à une faille du raisonnement. En effet, en dépit de ses manques, le PIB, duquel on a retiré la consommation de capitaux physiques, donne le produit intérieur net, c'est-à-dire l'équivalent de l'ensemble des revenus distribués en une année, qu'on a besoin de connaître pour ensuite pouvoir en mesurer les inégalités. Et, surtout, c'est « la chaîne de causalité santé-pollution-climat » qui est fragile, car si elle « est le levier d'action par excellence des pouvoirs publics nationaux et locaux contre le dérèglement climatique (c'est l'amélioration de la santé au niveau local via la lutte contre la pollution

<sup>4</sup> Voir par exemple, B. Morizot, *Manières d'être vivant, Enquêtes sur la vie à travers nous*, Actes Sud, 2020, Préface d'Alain Damasio ; Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté, Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte, 2020.

<sup>5</sup> À ceci près qui est incompréhensible, voire carrément faux : « [L'espérance de vie] est un indicateur de flux autant que de stock quand le PIB mesure imparfaitement le revenu, mais pas du tout la richesse. » (p. 26-27). Premièrement, l'espérance de vie est un indicateur ponctuel, à une date donnée, et non pas un flux sur une période (à ne pas confondre avec l'évolution de cette espérance), pas plus qu'un stock. Deuxièmement, le PIB mesure (après déduction de la consommation de capital fixe) le revenu total produit dans l'économie et donc, par extension, la richesse monétaire *produite*.

<sup>6</sup> Soyons juste : une fois, Laurent fait mention de « l'idéologie du profit » (p. 34).

atmosphérique dans les villes et villages qui est *la motivation la plus puissante* pour réduire l'usage des énergies fossiles responsables du changement climatique) » (p. 75, souligné par moi, JMH), cela autorise-t-il à assimiler motivation et causalité, en l'occurrence ici à éliminer le fait que l'accès aux soins passe en bonne partie par l'amélioration qualitative et quantitative de la *production* de soins ? Chassez le produit intérieur par la porte, il revient par la fenêtre. D'ailleurs, l'indice de développement humain (IDH) de l'ONU est composé de trois éléments, le revenu par habitant, le niveau d'éducation et l'espérance de vie, et une forte corrélation unit ces trois éléments, même s'il y a un léger décalage dans le classement de certains pays selon l'élément retenu. Et Laurent souligne lui-même que « les personnes les plus exposées au risque d'isolement en France sont celles qui à la fois gagnent moins de 1000 euros par mois et ont 75 ans et plus » (p. 111, voir aussi p. 169).

Prenons un exemple dont tout le monde verra l'actualité : tous les laboratoires pharmaceutiques sont lancés dans la course au vaccin contre le Covid-19. Que va faire le PIB au bout du compte ? Il augmentera, non pas parce que le PIB comptabilise mal la richesse, mais parce que la société estime qu'il faut un vaccin. Mieux encore, imaginons que le vaccin soit érigé en bien public mondial comme le demande à juste titre l'OMS, le PIB augmenterait, peut-être moins parce qu'il n'y aurait pas de dividendes versés aux actionnaires, mais il augmenterait car produire ce vaccin a un coût.

On ne peut donc pas opposer sans nuance « les fonctions et contributions écosystémiques<sup>7</sup> [qui] déterminent nos capacités [...] : notre santé, à boire de l'eau potable, à respirer un air pur, à l'accès à l'énergie protégeant du chaud et du froid » et les productions pour les rendre possibles : pour boire de l'eau potable, il faut produire des réseaux d'adduction d'eau. Dans le tableau 5 (p. 106), donné par Laurent, montrant le nombre de décès dans différentes régions du monde, qu'aurait indiqué une colonne supplémentaire pour le produit, sinon une forte corrélation négative ? C'est l'auteur lui-même qui répond quelques pages plus loin : « Si la santé des enfants apparaît tellement importante aujourd'hui, c'est qu'elle est la jauge de l'humanité d'un monde où la santé s'est davantage améliorée au cours des cinquante dernières années qu'au cours de toute l'histoire, mais où ces progrès pourraient être anéantis au cours des cinquante prochaines années du fait des crises écologiques » (p.114-115). Dans les deux cas – amélioration et détérioration – la corrélation avec la production est forte, et ce n'est pas entonner un hymne à la croissance économique que de reconnaître ce fait objectif.

J'ai bien noté la réponse que donne ailleurs Laurent à l'objection précédente. « L'augmentation du niveau de vie explique très mal les évolutions d'espérance de vie puisque celle-ci augmente d'abord trop vite par rapport à la progression du niveau de vie, puis bien trop lentement. » (p. 64). L'auteur fait référence à ce qu'on appelle le paradoxe d'Easterlin. Ici, la courbe représentant l'évolution de l'espérance de vie en fonction du PIB est de forme logarithmique (une courbe en S aplatie à la fin), non pas comme le dit Laurent parce que « le bonheur et l'espérance de vie ne s'achètent pas » (p. 64-65)<sup>8</sup>, mais parce que, *par définition*, l'espérance de vie est une grandeur qui est plafonnée (on finit tous par mourir), et plus on s'approche de 90 ou 100 ans, moins le PIB a de lien avec l'espérance de vie, même s'il continue de croître<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> Au passage, les « services ou contributions » écosystémiques n'existent que par et pour l'homme, car, sans l'humanité, à qui la nature « rendrait » des services ? Et si le soleil fait fleurir les fleurs et si celles-ci font du pollen que viennent prélever les abeilles, ce n'est pas le concept de « services » qui adéquat, c'est celui d'équilibre et de complémentarité écosystémique. Encore une fois, le concept de « services écosystémiques » est prélevé dans la boîte à outils de l'économiste néoclassique de l'environnement.

<sup>8</sup> Certes, le bonheur et l'espérance de vie ne s'achètent pas ou... ne devraient pas s'acheter...

<sup>9</sup> J'ai déjà eu cette discussion autrefois avec Jean Gadrey.

## La redéfinition de l'État-providence ?

Laurent tire de son choix de la santé comme guide de l'économie la proposition d'un État social-écologique qui substituerait la « pleine santé » au « plein emploi » (p. 78 et suiv.), ce dernier étant qualifié de « pathologique » (p. 81), après avoir au contraire affirmé que « la pleine santé, comme le plein emploi, se présente comme un véritable ensemble dont les composantes forment un tout cohérent, en l'occurrence un système social-écologique » (p. 29). « C'est pourquoi il faut d'urgence évoluer de l'ancienne alliance entre l'économie et le social qui a dangereusement ignoré l'écologie vers une nouvelle alliance entre le social et l'écologie qui remette l'économie à sa place. » (p. 82). Un nouveau tête-à-queue se produit pourtant : « La santé, *plutôt que l'emploi*, apparaît bien comme la clé du développement humain sous contrainte écologique parce que c'est l'interface entre systèmes humains et écosystèmes, l'espérance de vie étant l'indicateur phare de la pleine santé. » (p. 91, souligné par moi, JMH).

Qu'il y ait un désaccord théorique et politique ne serait pas dérangeant sur des questions complexes et mettant en jeu des rapports de force entre les classes sociales dans la société, ce serait de l'ordre normal de la discussion. Mais qu'en est-il de la méthode d'analyse ? Là, le désaccord est beaucoup plus dérangeant.

J'ai déjà signalé l'absence totale du capitalisme chez Laurent pour réfléchir à la transformation du monde. La conséquence est que les rapports sociaux et leurs contradictions sont évacués de l'analyse. Et l'histoire est aussi malmenée que la sociologie et l'économie : Laurent situe l'« invention » de la croissance « il y a un siècle environ » (p. 13), donc juste après la Première Guerre mondiale ; auparavant, rien depuis l'avènement du capitalisme et la révolution industrielle ? Il décrète l'éradication de la variole « le 9 décembre 1979 » (on a presque envie de demander à quelle heure ?), confondant ainsi l'éradication avec la déclaration l'annonçant. Il se félicite de la réflexion menée dans les pays nordiques qui « est à l'avant-garde d'un programme de renouveau écologique de l'État-providence qui ne tardera pas, comme le modèle de flexicurité en son temps [sic], à être suivi de traduction politique. » (p. 146). Enfin, est-il conforme à la réalité de déclarer que « les politiques d'austérité sociale [...] ont été déployées dans un contexte de croissance certes modérée mais soutenue » (p. 127-128), quand on constate que le néolibéralisme s'est imposé pour retrouver un espace de valorisation du capital, obtenu par l'austérité salariale, dans un contexte où la productivité du travail ne progressait plus assez vite ?

On se heurte donc à un problème méthodologique sous-jacent à cet ensemble de propositions. Et on retrouve la fragilité, déjà mentionnée, de la manière dont est traitée la production au prétexte que le PIB n'est pas un bon indicateur.

D'abord, entre les trois facteurs que sont le niveau de revenu par habitant, l'éducation et la santé (qui correspondent, rappelons-le, aux trois sous-indicateurs de l'IDH), est-il possible de mesurer et de séparer l'impact de chacun aussi facilement que ce qu'en dit Laurent : « On peut d'ailleurs établir empiriquement, en élargissant la focale historique, que l'accélération sans précédent du développement humain au XX<sup>e</sup> siècle dépend beaucoup plus de l'amélioration fulgurante de la santé et de l'éducation que de l'augmentation du revenu par habitant. » (p. 128) ? Outre le peu de fiabilité de ces mesures, si elles existaient, personne n'a jamais soutenu cette idée absurde que l'augmentation du revenu par habitant serait la source du développement, alors que tout au plus il s'agit de la relation inverse.

Selon Laurent, « le taux de chômage est devenu aussi trompeur que le taux de croissance. Un pays avait réussi à atteindre dans la période récente le taux visé par Beveridge, 3 % : les États-Unis, juste avant que la crise du Covid-19 ne frappe. L'illusion était totale et elle n'a pas résisté plus que quelques semaines : le taux de chômage y a été multiplié par 5 dans le pays [...] » (p. 80). Or, l'illusion n'était pas dans le fait que le taux de chômage ait augmenté brusquement à cause de la pandémie (et non par nature du calcul du taux), mais

dans le mauvais emploi antérieur. Autrement dit, fustiger le concept de plein emploi parce que l'emploi dans le capitalisme néolibéral s'est détérioré est un contresens. Et le contresens est d'autant plus ennuyeux que l'illusion du mauvais emploi n'a pas éclaté au grand jour (car on le savait déjà) par la mise en évidence de celui-ci, mais par l'irruption de l'événement pandémie extérieur à l'emploi et à ses conditions. Le plus grave est donc d'illustrer le plein emploi par la dégradation qualitative de l'emploi qui prévaut aujourd'hui ; depuis près de cinquante ans – et nous sommes bien placés en France pour le savoir –, jamais le plein emploi n'a été l'objectif des politiques économiques, et prendre le plein emploi pour son contraire relèverait des *fake news*. Voilà où mène l'ignorance totale de ce qu'est le capitalisme et de ce que fut son évolution à l'époque du néolibéralisme. Et quand cela réussit à faire le buzz sur les radios culturelles, on a une idée de ce qu'est devenue la culture.

Comment ne pas s'étonner encore d'affirmations douteuses méthodologiquement telles que celle portant sur les retraites dont « l'équilibre repose aussi sur l'augmentation non pas du PIB, mais des revenus d'activité, c'est-à-dire principalement des salaires, qui dépend elle-même de la répartition de la valeur ajoutée, et donc, à nouveau de choix de répartition et non de production (d'enjeux d'équité et non d'efficacité) » (p. 129). Comme si le choix d'un système de retraites n'était pas un choix de *répartition du fruit de la production* provenant du travail, dont les salaires sont une partie.

On atteint le point névralgique du financement des dépenses sociales liées au nouvel État social-écologique, afin de « garantir leur viabilité » (p. 130). Quelle est la martingale découverte par Laurent pour financer l'État autrement que par des « prélèvements » (p. 133) ? « Le financement de l'État social-écologique peut ainsi être assuré par les économies colossales de dépenses sociales permises par l'atténuation des crises écologiques et de leurs conséquences ravageuses sur la santé humaine. » (p. 130). Et l'auteur de citer les économies générées par la préservation des écosystèmes ou l'atténuation du changement climatique ou de la pollution de l'air (p. 130-131). Mais il n'envisage aucunement la très grande différence de temporalité entre les urgences sociales à satisfaire et les effets bénéfiques des changements écologiques. Et quand on sait que le cycle du carbone dure un siècle et qu'on subira le changement du climat pendant au moins tout ce temps, même avec de bonnes mesures qui seraient prises aujourd'hui, on imagine la portée de l'innovation conceptuelle que constitue un tel financement de l'État social-écologique.

Laurent poursuit : « Historiquement, de nombreuses maladies infectieuses qui ravageaient les communautés humaines jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle ont été éradiquées par des politiques environnementales ambitieuses, à commencer par la fourniture de systèmes d'eau potable et d'égouts » (p. 133). C'est donc bien la preuve qu'il a fallu produire ces systèmes d'approvisionnement et d'assainissement pour constater ensuite que cela s'enregistrait dans le PIB, sans que ce soit celui-ci qui soit l'objectif poursuivi. Et l'auteur reconnaît que « l'investissement dans les services publics au-delà du système de santé est en outre une garantie que le bien-être essentiel sera le plus équitablement partagé » (p. 137)<sup>10</sup>.

Si ces problèmes méthodologiques n'étaient pas aussi récurrents dans ce livre, on pourrait passer sur les raccourcis dont ne comprend pas le sens, comme « la dépression des années 1930 a engendré le PIB et la croissance » (p. 118), ou « peut-on organiser la sortie de la croissance sans croissance ? » (p. 127), ou encore, de façon plus anecdotique, que l'on aurait « découvert » (p. 17) le calcul de l'espérance de vie, alors qu'il a été construit, inventé.

Je termine cette recension, suffisamment longue, en disant que la recherche de boussoles autres que celle du profit pour conduire l'économie et présider aux choix de société est une excellente intuition et part d'une bonne intention. À ce titre, saluons l'initiative d'Éloi

<sup>10</sup> On a un peu de peine à comprendre l'expression de « refinancement » des services publics et de « refinancement » du système de santé » (p. 135 et 137).

Laurent, malgré les réserves sur sa méthode que j'émetts. On reste seulement un peu abasourdi devant sa prétention<sup>11</sup> à s'autoproclamer inventeur de notions et de propositions qui courent le monde académique, associatif et un peu (trop peu) politique depuis des décennies. Il nous dit : « un concept d'État social-écologique [qu'il a] avancé pour la première fois en 2014 » (p. 120) ; « l'approche sociale-écologique, que j'ai proposée voici plus de dix ans » (p. 125). Quiconque a entendu parler de Keynes sait que celui-ci a théorisé la différence entre le risque probabilisable et l'incertitude radicale non probabilisable et donc sourit en lisant les sources données pour cette distinction (p. 48 et 57). Autant d'affirmations assorties de multiples références à lui-même depuis une décennie<sup>12</sup>, ce qui en soi ne peut être reproché, sauf si on oublie que, conceptuellement, tout cela a été inventé bien avant que Laurent ne se convertisse de la soutenabilité faible à la soutenabilité forte<sup>13</sup>. Enfin, que signifie la croisade contre la discipline économique si, à la fin des fins, on lit : « Ce sont les sciences sociales, dont l'économie, qui détiennent la clé des problèmes que les sciences dures ont révélés » (p. 86) ? La clé de compréhension ? Sans doute pour une part, mais à condition de se pencher sur les rapports sociaux dans lesquels tout cela se joue.

Le livre d'Éloi Laurent attire d'emblée la sympathie, car tout le monde s'accordera en faveur de la santé, mais l'argumentaire souffre d'osciller entre biais méthodologiques, contresens historiques et discours performatif du genre : « Si nous décidons de changer de vision du monde, le monde changera sous nos yeux, littéralement » (p. 117). Sur la base d'un idéal qui emporte l'adhésion sans restriction, on risquerait de tomber, par manque de rigueur, dans l'idéalisme au sens philosophique, d'autant plus qu'on aurait lévité hors sol en oubliant de replacer la discussion sur *l'espérance de vie* dans le contexte d'un capitalisme *mortifère*.<sup>14</sup>

Pour laisser le dernier mot à l'auteur, citons l'ultime phrase de son livre : « Dans ce sens retrouvé [celui de la transition écologique], aux antipodes d'indicateurs économiques qui ne disent plus rien à personne, la pleine santé a le pouvoir d'apaiser, de guérir, de réparer. » (p. 183). La santé guérit, comme aurait dit M. de La Palisse, ou « il est dans la nature du poirier de donner des poires », dixit Marx<sup>15</sup>.

<sup>11</sup> Laurent condamne avec raison l'« arrogance » (p. 44) des économistes qui se font passer pour des médecins, mais l'outrecuidance le guette.

<sup>12</sup> P. 36, 48, 57, 89, 90, 120, 125, 133, 136, 147, 151, 162.

<sup>13</sup> Sans remonter à A. Gorz, et à tous les pionniers de l'articulation entre le social et l'écologie, le travail et la préservation des écosystèmes, mentionnons quand même les recherches de l'économie écologique ou du marxisme écologique. Citons au moins J.W. Moore, *Capitalism in the web of life: Ecology and the accumulation of capital*, New York, Verso, 2015 ; A. Douai et G. Plumecocq, A. Douai et G. Plumecocq, *L'économie écologique*, La Découverte, Repères, 2017 ; pour une recension voir J.-M. Harribey, « L'économie écologique tirillée de tous côtés », *Contretemps*, 8 septembre 2017, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/cr-economie-ecologique.pdf>.

Pour la (toute) petite histoire, l'OFCE m'invita à présenter mon travail sur la soutenabilité (issu de ma thèse de doctorat, abrégée dans *L'économie économe*) le 18 juin 2002 dans un séminaire rassemblant beaucoup de spécialistes de l'environnement qui semblaient s'étonner de l'insistance que je mettais sur la soutenabilité forte à la fois sociale et écologique. Ma contribution à ce séminaire peut encore être consultée : « Le développement durable est-il soutenable ? », <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/soutenabilite-ofce.pdf>.

<sup>14</sup> On est aussi un peu étonné du nombre non négligeable de fautes d'orthographe (p. 28, 58, 64, 66, 67, 68, 71, 79), notamment sur le pluriel nécessaire à « ans » dès lors qu'il y en a au moins deux. À moins que ce soit une nouvelle mode consacrant une nouvelle écriture disruptive.

<sup>15</sup> K. Marx, *Le Capital*, Livre III, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 1152.